



30 OCT. 1991

2106

Rééchelonnement de dettes avec la République des Philippines

Vu la proposition du DFEP du 17 OCT. 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. Le projet d'accord et de protocole concernant le rééchelonnement de dettes philippines est approuvé au sens d'instructions pour les négociations. Le taux d'intérêt afférant au montant à consolider sera fixé conformément aux conditions du marché du moment.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures est chargé de mener les négociations avec la République des Philippines concernant l'octroi de ce rééchelonnement de dettes.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures ou l'Ambassadeur de Suisse à Manille sont chargés de signer l'accord et le protocole.
4. La Chancellerie fédérale est chargée, le moment venu, d'établir les pouvoirs nécessaires à la signature des accords et des protocoles.

Pour extrait conforme,
Le Secrétaire:

Hammelmueller

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

Nr. z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X	EDA	8	-
	EDI		
	EJPD		
	EMD		
X	EFD	7	-
	EVD	10	-
	EVED		
X	BK	1	-
X	EFK	2	-
X	Fin.Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

2310.1

Berne, le 17 octobre 1991

Au Conseil fédéral

République des Philippines : accord de rééchelonnement de dettes

Le 20 juin 1991, la République des Philippines a bénéficié d'un quatrième rééchelonnement de sa dette extérieure de la part de ses créanciers publics du Club de Paris, dont la Suisse, pour un montant total de près de 1,5 milliard de US dollars. L'inclusion des trois précédents accords de consolidation s'est avérée nécessaire compte tenu de la capacité de paiement du pays. Les Philippines n'ont pas bénéficié des conditions de rééchelonnement concessionnelles de Toronto réservées aux pays les plus pauvres. Chaque pays créancier pourra mener, s'il le souhaite, des opérations limitées de conversion de dettes en projets de protection de l'environnement, en projets d'aide, en investissements ou en d'autres conversions de dettes en monnaie locale dans une proportion ne dépassant pas 10 % de l'encours de la dette totale au 30 juin 1991 ou au maximum 20 millions de US dollars pour les crédits commerciaux.

1. Situation économique

Après une période de redressement économique située entre 1987 et 1989, caractérisée par un taux de croissance annuel du PIB d'environ 6 %, les Philippines connaissent à nouveau une phase de récession. En 1990, la croissance n'a été que de 2.5 % et les chiffres disponibles pour l'année en cours ne montrent aucun signe tangible de reprise. Toute une série de facteurs exogènes - notamment une tentative de coup d'état, un tremblement de terre, la sécheresse, un typhon, la crise du Moyen Orient, le ralentissement de l'activité économique mondiale - couplée aux retards dans la mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel sont à l'origine de cette situation.

Après de difficiles négociations, le Fonds monétaire international a approuvé, en février 91, le programme de stabilisation économique du Gouvernement philippin et a conclu un accord de confirmation de dix-huit mois portant sur 629.4 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) ou 916 millions de US dollars. Les objectifs principaux de ce programme sont : 1) une réduction du taux d'inflation annuel de 10 % en décembre 1991 à 7 % en décembre 1992; 2) une compression du déficit de la balance des comptes courants à moins de 4 % du PNB en 1992 contre 6 % en 1991; 3) une reconstitution des réserves en devises qui devraient couvrir l'équivalent de deux mois et demi d'importations à la fin 1992; et 4) un

redémarrage du taux de croissance du PNB. Pour atteindre ces objectifs, le programme de stabilisation prévoit notamment une réduction drastique du déficit du secteur public qui devrait passer de 5 % du PNB en 1990 à environ 2 % en 1992.

Malgré l'amélioration prévue des performances à l'exportation, la baisse du prix du pétrole et une réduction du déficit de la balance des comptes courants, le déficit global de la balance des paiements devrait atteindre 2.1 milliards de US dollars en 1991-92. Cependant, la situation pourrait s'aggraver sérieusement si le prix du baril de pétrole venait à grimper. De plus, les conséquences financières de l'éruption du volcan Pinatubo ne sont pas encore chiffrées avec exactitude. La vulnérabilité de l'économie philippine aux facteurs externes rend l'estimation de l'évolution de la balance des paiements à moyen terme très difficile. Néanmoins, il est acquis que la situation demeurera précaire.

La dette extérieure totale des Philippines s'élève à 28.7 milliards de US dollars, ce qui représente 70 % du PNB. Le service de la dette absorbe 30 % des revenus d'exportations. La conclusion d'un accord avec le FMI et le rééchelonnement de sa dette extérieure dans le cadre du Club de Paris au mois de juin de cette année ont permis aux Philippines de régulariser leurs relations avec la communauté financière internationale.

2. Accord bilatéral et Procès-verbal agréé de Paris

Le procès-verbal agréé que les pays créanciers ont signé avec les Philippines à Paris le 20 juin 1991 sert de base à l'accord bilatéral à conclure maintenant dont un projet se trouve en annexe. Celui-ci est conçu comme suit:

- Le Gouvernement des Philippines, par le biais de la Banque Centrale des Philippines, s'engage à payer les dettes mentionnées dans l'Accord. (Article 1)
- Les dettes consolidées sont les crédits commerciaux (principal et intérêts) d'une durée supérieure à un an, garantis par la GRE, conclus avant la date butoire (1er avril 1984) ainsi que les dettes déjà précédemment consolidées en application des Accords bilatéraux de rééchelonnement de 1984, de 1987 et de 1989; à l'exclusion des 25 % d'intérêts restant dus visés à l'article 3 de l'accord de 1989. Les dettes consolidées sont les échéances dues entre le 1er juillet 1991 et le 31 août 1992. Les dispositions de l'Accord continueront à s'appliquer du 1er septembre 1992 au 31 décembre 1992 à la condition que le Gouvernement des Philippines en ait exprimé la demande et que le Conseil d'administration du FMI ait approuvé une extension de l'accord de confirmation actuel avec le Gouvernement des Philippines couvrant cette période. (Article 2)
- Les montants sont consolidés à 100 %. Le remboursement s'effectuera selon l'échéancier prévu par le procès-verbal agréé: en 14 semestrialités entre l'an 2000 et 2007. (Article 3)
- Le taux d'intérêt correspondra au taux du marché. Il sera négocié bilatéralement. (Article 4)
- Les paiements sont effectués en Francs suisses librement convertibles. (Article 5)

- L'obligation de paiement de l'emprunteur en vertu de l'Accord remplace l'obligation de payer des débiteurs initiaux. (Article 6)
- Le Gouvernement des Philippines assumera toutes les obligations financières découlant du présent Accord. Il s'engage à payer tout le service de la dette dû et non payé en date du Procès-verbal agréé, garanti par la GRE et non couvert par cet Accord. Le Gouvernement des Philippines garantit le transfert immédiat et sans restriction de la contre-partie en devises de tous les montants payés en monnaie locale pour le service de la dette extérieure garantie par la GRE et non couverte par le présent Accord. (Article 7)
- La Suisse bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée (Article 8)
- L'Accord entre en vigueur à la date de sa signature (Article 9). L'avantage de cette procédure est d'accélérer la mise en oeuvre et l'exécution de l'Accord.

Le texte précité ne devrait pas subir de modifications majeures. Dans le cas contraire, une nouvelle proposition serait soumise au Conseil fédéral.

3. Conséquences financières pour la Suisse

Les conséquences financières pour la Suisse dépendent de la période de consolidation envisagée. Cette dernière s'étend du 1er juillet 1991 au 31 août 1992, mais elle sera automatiquement prolongée au 31 décembre 1992 à condition qu'une extension de l'accord de confirmation avec les Philippines ait été approuvée par le Conseil d'administration du FMI au 30 juin 1992

Selon une première estimation, les créances tombant sous la consolidation envisagée pour la période s'étendant du 1er juillet 1991 au 31 août 1992 s'élèvent à 9 millions de Francs suisses, dont 3,8 millions représentent des échéances nouvelles et 5,2 millions des échéances dues au titre des Accords de consolidation du 11 novembre 1985, du 25 mars 1988 et du 29 décembre 1989 pour lesquelles les exportateurs ont déjà été indemnisés par la GRE. Pour la période allant du 1er septembre 1992 au 31 décembre 1992, les créances tombant sous la consolidation envisagée s'élèvent à 3 millions de Francs suisses, dont 400'000 Francs suisses représentent des échéances nouvelles et 2,6 millions des échéances dues au titre des Accords de consolidation du 11 novembre 1985, du 25 mars 1988 et du 29 décembre 1989 pour lesquelles les exportateurs ont déjà été indemnisés par la GRE.

L'indemnisation encore à verser par la GRE ne dépassera pas 3,5 millions de Francs suisses pour la période du 1er juillet 1991 au 31 août 1992 et 0,3 million pour la période du 1er septembre 1992 au 31 décembre 1992, soit un montant total de 3,8 millions de Francs suisses.

4. Base légale

Par arrêté fédéral du 20 juin 1980 (RS 946.240-9) concernant la conclusion d'accords relatifs à des consolidations de dettes, prorogé par arrêté fédéral du 5 octobre 1990, le Conseil fédéral est autorisé à conclure des accords de consolidation de dettes.

Selon un rapport approuvé le 14 janvier 1981 (ACF du même jour non publié), le Conseil fédéral a décidé de renoncer, en règle générale, à engager des fonds de la Confédération pour de telles opérations. Le rééchelonnement de dettes avec la République des Philippines se fera ainsi sous forme d'un report d'échéances.

5. Procédure de consultation

Les services compétents du Département fédéral des affaires étrangères et de l'Administration fédérale des finances sont d'accord avec cette proposition.

6. Proposition

Compte tenu de ce qui précède, nous vous proposons de prendre la décision ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE
PUBLIQUE

Annexes: 1 projet d'accord
1 projet de décision du Conseil fédéral

Pour co-rapport à:

- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à:

- DFEP (SG 5, OFAEE 10)
- DFAE
- DFF
- Chancellerie fédérale, pour exécution

Rééchelonnement de dettes avec la République des Philippines

Vu la proposition du DFEP du 17 octobre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé

1. Le projet d'accord et de protocole concernant le rééchelonnement de dettes philippines est approuvé au sens d'instructions pour les négociations. Le taux d'intérêt afférant au montant à consolider sera fixé conformément aux conditions du marché du moment.
2. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures est chargé de mener les négociations avec la République des Philippines concernant l'octroi de ce rééchelonnement de dettes.
3. L'Office fédéral des affaires économiques extérieures ou l'Ambassadeur de Suisse à Manille sont chargés de signer l'accord et le protocole.
4. La Chancellerie fédérale est chargée, le moment venu, d'établir les pouvoirs nécessaires à la signature des accords et des protocoles.

Pour extrait conforme :

The Government of the Swiss Confederation

The Government of the Republic of the Philippines

in endeavour to act in accordance with the recommendations of the Agreed Minute signed in Paris on June 20, 1991, between representatives of certain creditor countries, among which Switzerland, and the representatives of the Government of the Republic of the Philippines,

have agreed on the following provisions:

Agreement

between

Article 1

the Government of the Swiss Confederation

The Government of the Republic of the Philippines, through the Central Bank of the Philippines acting as its fiscal agent, agrees to the debts mentioned in this agreement.

and

the Government of the Republic of the Philippines with

the Central Bank of the Philippines as the borrower

on the rescheduling of Philippine debts resulting from commercial credits guaranteed by the Swiss Confederation, having an original maturity of more than one year, and which were extended to the Government of the Philippines or to one of its agencies, organizations or institutions, or covered by the guarantee of payment of the Government of the Philippines or one of its agencies, organizations or institutions, pursuant to a contract concluded before April 1, 1984, and amount of principal and interest (excluding late interest) resulting from the bilateral rescheduling Agreements concluded on November 11, 1983, March 23, 1988, and December 29, 1989, excluding payments of the remaining 25 % of interest referred to in Article 35 of the Agreement of December 29, 1989, due from July 1, 1991, up to August 31, 1992, inclusive and not paid.

2.2 The provisions of the present Agreement will also apply from September 1, 1991, up to December 31, 1992, provided that the Government of the Philippines has expressed a request, and provided that the Executive Board of the International

The Government of the Swiss Confederation

and

The Government of the Republic of the Philippines

in endeavour to act in accordance with the recommendations of the Agreed Minute signed in Paris on June 20, 1991, between representatives of certain creditor countries, among which Switzerland, and the representatives of the Government of the Republic of the Philippines,

have agreed on the following provisions:

Article 1

The Government of the Republic of the Philippines, through the Central Bank of the Philippines acting as its fiscal agent, agrees to pay the debts mentioned in this agreement.

Article 2

2.1 The Philippines external debts to which this Agreement shall apply are the following:

Amounts of principal and interest (excluding late interest) resulting from commercial credits guaranteed by the Swiss Confederation, having an original maturity of more than one year, and which were extended to the Government of the Philippines or to one of its agencies, organizations or institutions, or covered by the guarantee of payment of the Government of the Philippines or one of its agencies, organizations or institutions, pursuant to a contract concluded before April 1, 1984, and amount of principal and interest (excluding late interest) resulting from the bilateral rescheduling Agreements concluded on November 11, 1985, March 25, 1988, and December 29, 1989, excluding payments of the remaining 25 % of interest referred to in Article 3b of the Agreement of December 29, 1989, due from July 1, 1991, up to August 31, 1992, inclusive and not paid.

2.2 The provisions of the present Agreement will also apply from September 1, 1992, up to December 31, 1992, provided that the Government of the Philippines has expressed a request, and provided that the Executive Board of the International

Monetary Fund has approved by June 30, 1992, an extension of the current stand-by arrangement with the Government of the Philippines covering this period.

- 2.3 The provisional total amount of the maturities specified in paragraphs 1 and 2 of this Article shall not exceed 12 million Swiss Francs. The exact claims are detailed in four separate lists, which form an integral part of this Agreement

Article 3

The Philippines' external debt specified in Article 2 of the present Agreement shall be paid as follows :

100 % in 14 equal and successive semi-annual payments, the first payment to be made on July 31, 2000 and the final payment to be made on January 31, 2007.

Article 4

The Government of the Philippines shall pay interest on the outstanding debts. This interest shall be calculated from the date of the contractual maturity of these debts up to the date of their payment on the basis of 360 days a year and 30 days a month on July 31 and January 31 of each year, the first interest payment falling due thirty days after the signing of this Agreement to the Swiss bank to be specified. The accounting shall be made in the form of a current account every six months.

The rate of interest shall be ...% per year.

Article 5

The payments foreseen in this Agreement shall be made in freely convertible Swiss Francs by the Philippine Government to a Swiss bank which is to be specified.

Article 6

The payment obligation of the Government of the Philippines under this Agreement substitutes the payment obligation of original debtors. Other rights and obligations of individual creditors and debtors under their original contracts remain unaffected.

Article 7

- 7.1 The Government of the Republic of the Philippines shall assume all the financial obligations deriving from the present Agreement as long as the original debtor is a public sector entity or has a guarantee from the Government of the Philippines or from a financial public institution or corporation
- 7.2 The Government of the Republic of the Philippines undertakes to pay all debt service due and not paid on debts which in turn are guaranteed by the Swiss Export Risk Guarantee, and not covered under the Agreed Minute of June 20, 1991, as soon as possible, and in any case not later than one month after the date of signature of the present Agreement. Late interest will be charged on those amounts
- 7.3 The Government of the Republic of the Philippines guarantees the immediate and unrestricted transfer of the foreign exchange counterpart of all amounts paid in local currency in the Philippines for servicing their foreign debt guaranteed by the Swiss Export Risk Guarantee and not subject to this Agreement

Article 8

The Government of the Philippines shall undertake:

- a. to grant Switzerland no less favourable treatment than that accorded to any third country for comparable claims;
- b. to inform the Chairman of the Paris Club of the provisions of any debt consolidation or rescheduling agreement it might conclude, as mentioned in paragraph a. of this Article.

Article 9

The present Agreement shall enter into force on the date of its signature.

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries, duly authorized, have signed the present Agreement.

Done in two copies in..., on... in English

**For the Government
of the Swiss Confederation:**

Protocol

**For the Government
of the Republic of the Philippines:**

Protocol to the Agreement concluded between the Government of the Swiss Confederation and the Government of the Republic of the Philippines on the rescheduling of Philippine external debts of...

The Government of the Swiss Confederation and the Government of the Republic of the Philippines have agreed to the following complementary provisions to the rescheduling Agreement of Philippine external debts concluded on...

1. The enclosed lists are authoritative for Swiss claims resulting from Philippine debts which are subject to consolidation. These lists are an integral part of the present Protocol. It may be modified in common agreement of the two parties.
2. The Swiss bank designated to receive from the Central bank of the Philippines acting as fiscal agent of the Philippine Government payment according to Article 3 of the Agreement is the Union Bank of Switzerland in Zurich.
3. The Central Bank of the Philippines shall forward a copy of the payment orders to the Federal Office for External Economic Affairs in Bern and to the Export Risk Guarantees Office in Zurich.
4. The relevant addresses concerned with the implementation of the Agreement to which this Protocol refers are the following:

On the Swiss side:

Federal Office for Foreign Economic Affairs
of the Federal Department of Public Economy
3003 Bern

Telex: 911 340 eda ch for OFAEE
Fax: 051 61 23 30

Confidential**Protocol**

Pursuant to the Agreement concluded between the Government of the Swiss Confederation and the Government of the Republic of the Philippines on the rescheduling of Philippine external debts of...

The Government of the Swiss Confederation and the Government of the Republic of the Philippines have agreed to the following complementary provisions to the rescheduling Agreement of Philippine external debts concluded on...

1. The enclosed lists are authoritative for Swiss claims resulting from Philippine debts which are subject to consolidation. These lists are an integral part of the present Protocol. It may be modified in common agreement of the two parties.
2. The Swiss bank designated to receive from the Central bank of the Philippines acting as fiscal agent of the Philippine Government payment according to Article 3 of the Agreement is the Union Bank of Switzerland in Zurich.
3. The Central Bank of the Philippines shall forward a copy of the payment orders to the Federal Office for External Economic Affairs in Berne and to the Export Risk Guarantee Office in Zurich.
4. The relevant addresses concerned with the implementation of the Agreement to which this Protocol refers are the following:

On the Swiss side:

**Federal Office for foreign Economic Affairs
of the Federal Department of Public Economy
3003 Berne**

Telex: 911 340 eda ch for OFAEE
Fax : 031 61 23 30

Export Risk Guarantee Agency

P.O. Box
8032 Zurich

Telephone: 01 384 47 77
Telex : 815 060 ERG CH
Fax : 01 384 47 87

Union Bank of Switzerland
Export Financing Department

P.O. Box
8021 Zurich

Telephone: 01 234 11 11
Telex : 813 811 or 822 802
Fax : 01 235 45 70

On the Philippine side:**Department of Finance**

Agrifina Circle
Manila

Telex: 40268 CB CONF
Fax : (632) 521 9495

**Management of External Debt Department or
Debt Restructuring Department**

Central Bank of the Philippines
Cor. Vito Cruz and A. Mabini Sts.
Metro Manila

Telex: 63343 CENBNK PN
63477 CBDRD PN
Fax : (632) 522 3987
(632) 522 1423

QUANTITATIVE LIST
CHARACTER OFFICE

RESCHEDULING LIST

DATE: 1990.07.11
PAGE: 1

COUNTRY: PHILIPPINES

AGREEMENT DATED:

RESCHEDULING NO: 389.04.10 PHILIPPINE 4 / LONG TERM. / PUBL. / 100% PRINC. / INTER.

RESCHEDULED AMOUNTS FALLING DUE
CONTRACTS RESCHEDULED CONCLUDED

FROM 01.07.1991 TO 31.08.1992
BEFORE 01.04.1984

TERMS OF COVER: MEDIUM TERM

CONSPOL NO.	SUPPLIER	FOREIGN BANK	CONTRACT TOTAL	RESCHED. PRINC.	REMARKS	STATUS
CONSPOL NO.	INT. ERG NO.		INVOICE DATE	RESCHED. INTEREST		
CUSTOM. REF.	CUSTOMER	FOREIGN BANK REF.	MATURITY DATE	RESCHED. TOTAL		
82.02615/01	AUTOLOGIC LAUSANNE		105,834.27	4,734.70	EVD 14	
CC 1724/5	IUSTAMENTE PRESS, QUEZON		30.03.1982	568.10		
			31.12.1991	5,302.80		
83.02615/02	AUTOLOGIC LAUSANNE		105,834.27	4,734.70	EVD 14	
CC 1724/5	IUSTAMENTE PRESS, QUEZON		30.03.1982	426.05		
			30.06.1992	5,160.75		
1.00099/01	BUEHLER AG UZVIL		4,619,000.00	160,406.84	EVD 8	
3390	NAT. FOOD AUTH., MANILA		30.11.1981	6,456.45		
			31.12.1991	166,863.29		
81.00823/01	ELEKTROWATT ZUERICH		15,055,700.00	1,204,456.00	EVD 9	
9230/2406	MINIST. TRANSPORT, MANILA		00.00.0000	78,891.85		
			31.12.1991	1,283,347.85		
81.00823/02	ELEKTROWATT ZUERICH		15,055,700.00	1,204,456.10	EVD 9	
9230/2406	MINIST. TRANSPORT, MANILA		00.00.0000	39,445.95		
			30.06.1992	1,243,902.05		
82.03322/01	ASCOM HASLER AG BERN	PHIL. NAT. BANK	6,894,300.00	308,429.21	EVD 15	
74 A	EAST. TELECOMMUNIC. MANILA		08.04.1983	34,858.15		
			31.12.1991	343,287.36		
82.03322/02	ASCOM HASLER AG BERN	PHIL. NAT. BANK	6,894,300.00	308,429.21	EVD 15	
74 A	EAST. TELECOMMUNIC. MANILA		08.04.1983	26,143.60		
			30.06.1992	334,572.81		
81.02733/01	SCHINDLER AG EBIXON		4,360,320.00	195,066.94	EVD 11	
81.02733/01	SCHINDLER AG EBIXON		24,08.1982	12,986.75		
81.02733/02	SCHINDLER AG EBIXON		31.12.1991	208,053.69		
81.02733/02	SCHINDLER AG EBIXON		4,360,320.00	181,243.26	EVD 11	
81.02733/02	SCHINDLER AG EBIXON		24,08.1982	6,223.85		
81.02733/02	SCHINDLER AG EBIXON		30.06.1992	187,466.91		

GRAND TOTAL RESCHED. PRINCIPAL 3,571,956.96
 GRAND TOTAL RESCHED. INTEREST 206,000.55
 GRAND TOTAL RESCHED. AMOUNT 3,777,957.51
 RATE 1.0000
 GRAND TOTAL RESCHED. AMOUNT SW. FR. 3,777,957.51

SALES EXPORT BANK
GUARANTEE OFFICE

RESCHEULING LIST

DATE: 14.05.91
PAGE: 1

COUNTRY: PHILIPPINES

AGREEMENT DATED:

RESCHEDULING NO: 389.04.20 PHILIPPINEN 4 / LONG TERM. / PUBL. / 100% PRINC. / INTER.

RESCHEDULED AMOUNTS FALLING DUE FROM 01.09.1992 TO 31.12.1992
CONTRACTS RESCHEDULED CONCLUDED BEFORE 01.04.1984

CONTRACT NO.	RESCHEDULED	CONTRACT TOTAL	RESCHEDULED	PRINCIPAL	INTEREST	REMARKS	STATUS
CONS. POL. NO.	SUPPLIER	FOREIGN BANK	CONTRACT TOTAL	RESCHEDULED	PRINCIPAL		
CONS. GUAR. NO.	INT. ERG NO.	FOREIGN BANK REF.	INVOICE DATE	RESCHEDULED	INTEREST		
CUSTOM. REF.	CUSTOMER	FOREIGN BANK REF.	MATURITY DATE	RESCHEDULED	TOTAL		

52.02615/01	AUTOLOGIC LAUSANNE	105,834.27	4,734.70	EVD 14			
CC 1724/5	JUSTAMENTE PRESS, QUEZON	30,031,982	284.10				
		31,121,992	5,018.80				

32.03322/01	ASCOM HASLER AG BERN	6,894,300.00	308,429.21	EVD 15			
74 A	EAST-TELECOMMUNIC. MANILA	08,04,1983	17,429.00				
		31,12,1992	325,858.21				

GRAND TOTAL RESCHED.	PRINCIPAL	GRAND TOTAL RESCHED.	INTEREST	GRAND TOTAL RESCHED.	AMOUNT	RATE	GRAND TOTAL RESCHED.	AMOUNT SW. FR.
313,163.91	17,713.10	330,877.01	1.0000	330,877.01				

Total of interest carried over from rescheduling agreement No. 1

Total of interest carried over from agreement 1 on 2

Carried over from resched. list No.	previous agreement No.	Value	rescheduled principal	rescheduled interest	details of amounts carried over from previous rescheduling agreements
389.01.20	1	15.09.91	1'248'042.60		10,0 % repayment
389.01.20	1	31.12.91		367'651.85	7,0 % interest
389.01.20	1	15.03.92	1'248'042.60		10,0 % repayment
389.01.20	1	30.06.92		323'970.30	7,0 % interest
389.02.10	2	01.10.91		370'910.90	5,5 % interest
389.02.10	2	01.04.92		370'910.90	5,5 % interest
389.03.10	3	31.12.91		160'927.45	6,5 % interest
389.03.10	3	30.06.92		160'927.45	6,5 % interest
389.03.20	3	31.12.91		460'428.55	6,5 % interest
389.03.20	3	30.06.92		460'428.55	6,5 % interest
			2'496'085.20		total of principal carried over from rescheduling agreement No. 1
				2'676'155.95	total of interest carried over from agreements 1 to 3

Rescheduling Period 1.9.1992 - 31.12.1992

carried over from previous resched. lists	previous agreement No.	Value	rescheduled principal	rescheduled interest	details of amounts carried over from previous agreements to agreement 4
389.01.20	1	15.09.92	1'248'042.60		10,0 % repayment
389.01.20	1	31.12.92		280'288.90	7,0 % interest
389.02.10	2	01.10.92		370'910.90	5,5 % interest
389.03.10	3	31.12.92		160'927.45	6,5 % interest
389.03.20	3	31.12.92		460'428.55	6,5 % interest
			1'248'042.60		total of principal carried over from agreement No. 1
				1'272'555.80	total of interest carried over from agreements 1 to 3